Park Geun-hye diplômée honoris causa à Jussieu : la vie des travailleurs/ses sud-coréenn-e-s menacée tous les jours



En France, la Corée du Sud est perçue comme un pays à la fois exotique et assez développé. D'un côté, la K-Pop, un style musical qui se résume à l'industrie culturelle mercantile, ainsi que les séries sud-coréennes qui véhiculent le sexisme banal, contribuent à « embellir » la façade de ce pays, 12ème économie mondiale selon l'OCDE. D'un autre côté, elle est considérée comme un pays « démocratique » proche des pays occidentaux développés, malgré la présidentielle de décembre 2012 truquée par l'intervention du Service national de Renseignements, contrairement au régime nord-coréen diabolisé par les médias dominants occidentaux, considéré comme arriéré donc irrationnel, au point que son dirigeant fait l'objet de moqueries racistes[1], ce qui ne dispense évidemment pas de faire une critique politique du régime nord-coréen.

De plus, la Corée du Sud semble être un pays qui investit plus que la France dans l'innovation[2], alors que les départements de sciences humaines et sociales sont forcés de fermer face à la pression patronale des entreprises multinationales qui gèrent les universités privées. N'oublions pas que les conditions du travail épouvantables suscitent de nombreux suicides des chercheur-e-s ainsi que des morts par un excès du travail qui ne sont pas reconnus comme accidents du travail.





Dans ce contexte, la « présidente » Park Geun-hye est invitée comme hôte d'État par François Hollande, pendant cette période de mobilisation contre la loi El Khomri, pour commémorer le 130ème anniversaire de la relation diplomatique France-Corée. De même, elle va recevoir un diplôme *honoris causa* de l'université de Jussieu à Paris. Au nom de quoi ? Aucune idée. En même temps, Samsung, la grande multinationale qui est un autre nom de la répression féroce des activités syndicales ainsi que de l'exploitation capitaliste, a décidé de faire une publicité spéciale place de l'Opéra pour accompagner la sortie du smartphone Galaxy S7[3] : « Bienvenue en France Présidente Park Geun-hye ». Cette publicité témoigne à quel point les capitalistes sud-coréens qui exploitent les travailleur-e-s collaborent avec l'État. Face à cette situation ubuesque, voici quelques illustrations de la vie en Corée du Sud ainsi que des crimes qui y sont exercés par la classe bourgeoise.

Le suicide d'un syndicaliste face à la pression patronale

Un syndicaliste, Han Gwang-ho, âgé de 41 ans, a été trouvé mort, s'étant pendu dans un parc vers 6h30 le 17 mars 2016, suite à la pression exécrable de la part de la direction de Yousung, un sous-traitant de Hyundai Automobile. Depuis qu'il a commencé à lutter avec ses camarades contre le laminage des salaires et l'amélioration des conditions du travail en 2011, il a subi non seulement plusieurs sanctions, comme des amendes et des réclamations pour dommages et intérêts, mais il a aussi été blessé à cause de la violence physique exercée sur ordre du patronat.



Hyundai Automobile et Yousung ont tué Han Gwang-ho.

L'autorisation de plusieurs syndicats, introduite sous le gouvernement précédent Lee Myung-bak, a été habilement mise à profit par le patronat via la création de syndicats à leur botte afin de réprimer les mobilisations des travailleur-e-s. Allié à un cabinet de consultation Changjo, spécialisé dans la « destruction des syndicats des travailleur-e-s » en collaboration avec le syndicat maison, Yousung a non seulement organisé le lock-out, mais a aussi embauché des voyous afin d'étrangler la lutte des travailleur-e-s. Les membres du syndicat ont subi des discriminations en termes de prime, de promotion et de salaire. Leurs heures de pause et de déjeuner ont été surveillées avec une caméra cachée. Les travailleur-e-s qui ont perdu leur camarade ont installé une offrande d'encens afin de continuer leur lutte devant le siège de Hyundai dans le quartier Gang-nam à Seoul. Cette manifestation a été évacuée manu militari par la police le 20 mai.

Le meurtre misogyne, une femme tuée dans les toilettes d'un bar de Gangnam

Le 17 mai, une femme qui allait aux toilettes dans un bar du quartier Gangnam a été tuée par un homme disposant d'une arme meurtrière. Lors de son arrestation, il a déclaré à la police l'avoir tué parce que les femmes l'avaient méprisé et qu'il ne pouvait pas le supporter. Selon lui, une femme est censée toujours respecter un homme, étant inférieure à lui, et revendiquer l'égalité réciproque est considéré comme du mépris. Alors que ce féminicide fondé sur la misogynie n'est qu'un exemple extrême de sa manifestation, la police a déjà commencé à atténuer la portée de ce crime, à travers une déclaration selon laquelle son acte se base sur des problèmes psychiatriques individuels qui n'ont pas de lien avec la misogynie, en raison d'antécédents médicaux de schizophrénie. Cette dérive, qui met en parallèle la pathologie psychiatrique et l'acte meurtrier, n'est qu'une tentative de dissimuler la réalité des femmes sud-coréennes, qui doivent faire face non seulement aux dangers quotidiens dans les espaces publics et privés, mais aussi au sexisme banal et latent qui traverse toute la société par la discrimination à l'embauche, l'inégalité du salaire, les insultes verbales,

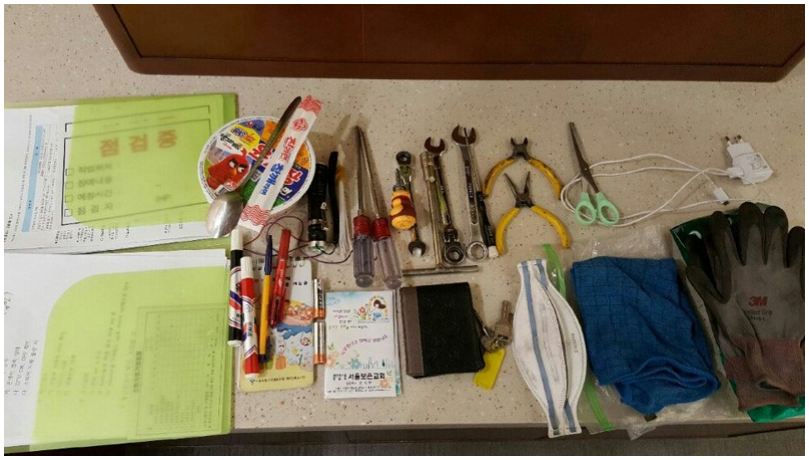
les harcèlements sexuels etc.



Des milliers de femmes, attristées et indignées face à ce meurtre, ont laissé des messages de commémoration à la sortie 10 de la station du métro Gangnam. En rappelant que ce meurtre misogyne n'est pas seulement l'assassinat individuel d'une personne innocente, mais aussi un révélateur qui témoigne combien le système d'exploitation capitaliste s'articule avec le patriarcat en renforçant le rapport inégalitaire entre hommes et femmes, les associations féministes sont également en train de se mobiliser pour sensibiliser face à cette violence féroce vis-à-vis des femmes.

La mort au travail d'un travailleur-lycéen âgé de 19 ans victime d'un accident du travail

Le 28 mai 2016, un travailleur âgé de 19 ans est mort à cause d'un accident du travail pendant qu'il était en train de réparer la porte de sécurité du métro sur la ligne 2, enserré entre le quai et la voiture du métro qui s'approchait. Alors qu'il était censé être en binôme avec son collègue, il était tout seul pendant l'opération. En octobre 2015, il a été embauché en tant que lycéen dans cette société qui prend en charge la maintenance des portes de sécurité des lignes 1~4 du métro. Mais les conditions de travail étaient plus que scandaleuses. Seuls six travailleurs ont été employés pour s'occuper des problèmes techniques qui ont lieu dans 49 stations du métro, avec des durées de travail de dix heures par jour. En dessous des effectifs nécessaires, les travailleurs ne pouvaient même pas prendre une pause-déjeuner correctement, comme en témoignent le paquet de nouilles instantanées avec une cuillère et des baguettes jetables qui se trouvent au milieu des outils de réparation. Les heures supplémentaires non-payées sont leur lot quotidien, et il était fréquent qu'ils ne puissent manger au cours de la journée à cause des commandes de réparations ainsi que des déplacements constants entre les stations du métro.



Le jeune travailleur a supporté ces conditions épouvantables en espérant être embauché dans une filiale de Seoul Métro, qui est une entreprise publique. Actuellement sous-traité, le service de maintenance devait être transféré à cette filiale, en permettant aux travailleur-e-s précaires d'avoir un poste stable. Il était payé 1 100 € par mois. Seoul Metro est en train d'imputer la responsabilité de l'accident à ce travailleur, en raison du non respect des règlements de sécurité pendant l'opération. Mais de fait, la prise de risque de mort faisait partie de ses conditions de travail, dans une situation où le manuel de sécurité est plutôt un alibi pour que Seoul Métro échappe à sa responsabilité.

Malheureusement, les travailleur-e-s s'habituent à la répression. Baek Nam-gi, un militant-agriculteur, visé directement par un canon à eau de la police pendant la manifestation du 16 novembre 2015, est toujours dans le coma. Han Sang-gyun, le représentant de la confédération syndicale KCTU, est toujours emprisonné, étant l'un des organisateurs principaux de cette manifestation.

Le régime sud-coréen remet en cause de plus en plus les libertés démocratiques et les acquis sociaux : finalement, quoi de plus normal que ce pouvoir soit célébré par la bourgeoisie et l'Etat français ! Quant à nous, nous ne sommes pas dupes de cette mascarade et nous sommes solidaires des travailleurs sud-coréens qui combattent les attaques de Park Geun-hye.

1
http://www.dailymail.co.uk/news/article-2304167/Kim-Jong-Un-pig-picture-Hackers-control-North-Koreas-official-Twitter-Flickr-accounts.html

2
http://www.franceculture.fr/economie/financement-de-la-recherche-la-france-comparee-au-reste-du-monde

3 http://www.huffingtonpost.kr/2016/06/02/story_n_10251988.html

Seyeon, le 5 juin 2016